

NANTES METROPOLE

Réponses aux questions des candidats Procédure formalisée (AOO)

Consultation n°2025NM000514

Objet du marché : Fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés pour le patrimoine des membres du groupement de commandes – Accord-cadre

Date limite de remise des offres techniques : le 22-janvier-2026 à 12h00

Date limite de remise des offres financières : le 4 février 2026 à 13h00

Réponses aux questions posées par les candidats :

Questions	Réponses
Réponse (s) donnée(s) le 21/11/2025	
Question n°1 : Bonjour, sauf erreur de notre part, nous n'avons pas trouvé le mandat nous autorisant à consulter les données du GRD. Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre cette autorisation. Cordialement	Réponse n°1 : L'article 5.1 du CCP de l'AC y fait référence : « <i>Le candidat est expressément autorisé à demander et recevoir communication auprès de l'exploitant de réseau les données techniques, contractuelles et historiques de consommation (consommations et profil, capacité journalière, relevé d'index, options tarifaires d'acheminement) dans le cadre du présent appel d'offres pour ses points de livraison et pour toute la durée de la consultation de l'accord cadre et des marchés subséquents associés.</i> <i>Cette autorisation est également consentie au fournisseur Titulaire du marché à compter de la date de notification et jusqu'à la fin d'exécution du marché.</i> <i>Cette autorisation expresse d'accès aux données vaut également en cas de demande d'ajout de points de livraison en cours de marché et pour la réalisation des optimisations tarifaires ».</i>
Réponse (s) donnée(s) le 08/12/2025	
Question n°2 : <i>Bonjour, Merci de trouver en pièce jointe, nos questions. Cordialement</i> 1- Article 7.3 – Frais de fixation en OTC fixés à 0 € :	Réponse n°2 : 1 – Les frais de fixation en OTC sont maintenus à 0 €. 2 – L'année a été corrigée dans la cellule F9 . Cf BPU-DQE (V2) ci-joint.

<p>Accepteriez-vous que cette valeur soit supérieure à 0 et définie au stade du Marché Subséquent (MS1) ?</p> <p>2- Modification du BPU :</p> <p>Pouvez-vous corriger la cellule F9 svp (mauvaise donnée d'année) ?</p> <p>Par ailleurs, attendez-vous que les candidats complètent les cellules vertes (C9, E9, G9) ?</p> <p>Si oui, quelle date devons-nous utiliser pour déterminer les prix PEG ?</p> <p>3- À l'article 21.1 de votre CCP, vous prévoyez que les pénalités seront, le cas échéant, mises en œuvre sans mise en demeure préalable. Afin de marquer la date effective de départ de calcul des pénalités, acceptez-vous que les pénalités soient mises en œuvre après mise en demeure écrite ?</p> <p>4- A l'article 5.1 de votre CCP, vous expliquez que "le recours à un engagement de consommation minimum et maximum sera précisé au marché subséquent", et vous expliquez ensuite qu'il ne doit pas y avoir d'engagement de consommation. Dans la perspective de baisse de vos consommations indiquées au CCP, acceptez-vous la mise en place d'un tunnel de consommation, cohérent avec vos prévisions de baisse de consommation ?</p> <p>5- A l'article 5.1 de votre CCP, vous évoquez des baisses de consommations pour vos sites T4 (dans le cadre du Décret Tertiaire). Prévoyez-vous également des baisses de consommations sur les autres sites T1 / T2 / T3 ? Si tel est le cas, pouvez-vous nous communiquer les sites concernés et dans quelles proportions ?</p>	<p>Comme indiqué dans les instructions, les cellules jaunes sont à compléter ; les cellules vertes seront complétées par Nantes Métropole avec les données de clôture de la veille de la remise des offres.</p> <p>3 – L'article 21.1 est modifié comme suit :</p> <p>La phrase suivante « <i>Les pénalités sont mises en œuvre sans mise en demeure préalable.</i> » est remplacée par :</p> <p>« <i>Les pénalités sont mises en œuvre à l'expiration d'un délai de 7 jours calendaires à compter de la relance effectuée par mail, dans les conditions prévues à l'article 21.2.</i> »</p> <p>Le reste de l'article est inchangé.</p> <p>4 - L'évolution des consommations est précisée à l'article 5,1 (dans la mesure des connaissances actuelles). En conséquence, il n'est pas prévu de tunnel de consommation.</p> <p>5 – Des baisses de consommations sur les T1, T2 et T3 seront en effet possibles. Le bordereau des PDL mentionne notamment des éventuels raccordement au réseau de chaleur. A ce jour, les baisses de consommation liées au décret tertiaire sur les T1, T2 et T3 ne sont pas connues.</p>
<p align="center">Réponse (s) donnée(s) le 22/12/2025</p>	
<p>Question n°3 :</p> <p><u>3-1/ Q GO :</u></p> <p>Au CCP art 26, vous avez indiqué « Le prix unitaire « Gaz d'Origine renouvelable » est ferme par année sur la durée du marché subséquent ». Par ailleurs, vous avez aussi indiqué au CCP 15.3. la clause de réversion.</p> <p>Pouvez-vous confirmer que le prix unitaire de GO est bien ferme sous réserve de l'application de la clause de ré-examen sur le principe de la réversion ?</p> <p><u>3-2/ Q retrait légitimes :</u></p> <p>Au CCP 5.3, vous avez mentionné l'approvisionnement de type BPA ou ACC en motif légitime de retrait. Accepteriez-vous de</p>	<p>Réponse n°3 :</p> <p><u>3.1</u></p> <p>Comme indiqué à l'article 26 du CCP, nous vous confirmons que « Le prix unitaire « Gaz d'Origine renouvelable » est ferme par année sur la durée du marché subséquent », sous réserve de l'application de la clause de réexamen sur le principe de réversion.</p> <p><u>3.2</u></p> <p>La mention a été retirée.</p> <p>Le CCP est modifié : article 5.3</p>

retirer ce motif préjudiciable à l'équilibre économique du marché ?

3-3/ Q AE :

En bas de la page 4 de l'AE (article 2), se trouve un encart « estimation financière » avec des montant à indiquer (HT, TVA , et TTC).
Confirmez-vous qu'il s'agit des montants indiqués dans l'onglet DQE du fichier AC_BPU_DQE_VF (en ôtant le taux de TVA à 20% pour calculer le montant HT) ?

3-4/ Q fin de marché :

L'article 4.2 du CCP prévoit que « Si la bascule de points de livraison n'est pas effective à la fin prévisionnelle du marché subséquent considéré, ces derniers restent rattachés au marché sur les conditions contractuelles et tarifaires définies. [...] Sans réaction des Membres, le Titulaire pourra facturer sur de nouvelles conditions tarifaires les sites non basculés dans un délai de 2 mois après la date prévisionnelle de fin du marché subséquent considéré. »

Tout d'abord, cette clause porte atteinte au principe général de liberté contractuelle consacrée par l'article 1102 du Code civil qui dispose que « Chacun est libre de contracter ou de ne pas contracter, de choisir son cocontractant et de déterminer le contenu et la forme du contrat dans les limites fixées par la loi. »

Par ailleurs, cette clause ne peut s'appliquer aux marchés publics : dès lors que le marché subséquent a pris fin, aucun point de livraison ne peut rester dans le périmètre du titulaire sans contrat. En effet, tout marché public nécessite l'existence d'un écrit. De même, cette clause porte une atteinte aux principes fondamentaux de la commande publique relatifs à l'égalité de traitement et l'égal accès à la commande publique en omettant le basculement des points de livraison dans le nouveau marché subséquent.

Enfin, cette clause porte atteinte à la liberté de commerce en imposant au fournisseur une obligation de vendre de l'énergie.

Au regard de ces éléments, acceptez-vous de supprimer ce paragraphe ? »

3-5/ Q : Le pdl en ligne 464 semble erroné :

« 4231300027220 LOGEMENT DU GARDIEN »

En revanche à l'adresse indiquée 8 RUE DE LA FORET, SAUTRON, 44880, on trouve dans la base du GRD le pdl suivant :

3.3

Le BPU a été modifié avec la création de lignes supplémentaires permettant le calcul automatique.

3.4

L'article 4.2 du CCP est modifié et prévoit dorénavant que « Si la bascule de points de livraison n'est pas effective à la fin prévisionnelle du marché subséquent considéré, le Candidat précise dans la Questionnaire Technique les modalités de fonctionnement administratives et financières permettant la continuité d'alimentation en gaz du point de livraison concerné. Etant entendu que la « non bascule » de points de livraison est un cas de figure à caractère exceptionnel ».

Le CCP et le Questionnaire Technique sont modifiés :

CCP Article 4.2

QT ligne 13 et impact sur la numérotation des justificatifs des lignes 15 à 18.

3.5

La valeur a été corrigé dans l'Annexe_CCP3_Bordereau_des_PDL_QR3.xls

<p>PCE 14262807325797</p> <p>Afin de pouvoir prendre ce point de livraison dans le périmètre de l'offre, pourriez-vous corriger ou valider la valeur svp ?</p>	
<p>Question n°4 :</p> <p><u>4-1/ Q OS :</u></p> <p>Dans le QT, ligne 50, vous avez écrit « Demande de branchement / détachement de sites (création compteur) ; Traçabilité du circuit de validation et délais de traitement. Le Candidat est en capacité de mettre à disposition un OS ou plateforme pour toutes les demandes des membres hormis pour les Membres CCAS, NM, VdN qui exploitent l'OS en annexe.</p> <p>Or, sauf erreur, nous ne trouvons pas cet OS en annexe.</p> <p>Par « NM », confirmez-vous qu'il s'agisse du membre NANTES METROPOLE et tous ces services ?</p> <p>Par VdN, vous entendez le membre Ville de nantes bati ?</p> <p>Par ailleurs, pourriez-vous préciser en quoi seront différentes ces demandes d'ajout / retrait ?.</p> <p>Voulez - vous préciser que ces demandes d'OS ne pourront pas être transmises via une plateforme du fournisseur ?</p> <p><u>4-2/ PERIMETRE :</u></p> <p>Après interrogation du portal fournisseur GRDF pour les pdl ci-dessous, nous avons trouvé des consommations bien moindres que celles de votre annexe des BPDF (5 premières colonnes dans le tableau ci-dessous).</p> <p>Pourriez-vous confirmer les modifications svp ?(dernière colonne)</p>	<p>Réponse n°4 :</p> <p><u>4-1</u></p> <p>L'annexe a été ajouté « Annexe CCP5 », cet OS spécifique est utilisé uniquement pour les membres Nantes Métropole BATII, Ville de Nantes et CCAS et pas par les autres entités « Nantes Métropole ».</p> <p><u>4-2</u></p> <p>Le bordereau des points de livraisons présente des incohérences sur lesquelles nous travaillons. Un bordereau des points de livraison sera mis à jour début janvier.</p>

N°PCE	Consommateur	Adresse	CAR en kWh	Tarif d'acheminement	TA et CAR oméga en date du 10/12/2025
14205933237674	RESIDENCE TILLIA	CHE DU PRESOIR CHENAIE OPHLM - NANTES HABITAT 44000 NANTES	31637206	T4	T2 - 96208 kWh/an
14279160458868	MATHELIN RODIER	17 RUE MATHELIN RODIER 44000 NANTES	40178485	T4	T2 - 125170 kWh/an

4-3/ Au CCP 5.1 – Quantités fournies.

Vous avez écrit : « Le Membre « SEMITAN » est engagé dans l'électrification de la flotte de bus. A cet effet, le volume des 2 T4 va subir des évolutions de consommations. Les prévisions de consommations des T4 sur la durée du marché sont portées ci-dessous.... ».

Or dans votre BPDFL , nous ne trouvons aucun pdl en T4 pour ce membre et le total de ses conso (CAR) est de 20238 kwh/an.

Pourriez-vous préciser ou modifier le BPDFL svp ?.

4-4/ Q PCE détruits :

Le gestionnaire de réseau nous informe que 3 PDL sont inactifs avec comme précision « PCE détruit ». Nous sommes dans l'incapacité de les inclure dans l'offre que nous devons vous remettre, pouvez-vous nous confirmer que nous devons les exclure du périmètre ?

Il s'agit des PDL suivants :

LGT 12 RUE ROBERT RICOLAIS :
14289725030703

LOGEMENT 307 PENFELD : 14278437019086

LOGT 9 RDC : 14292185144585

4-5/ Q Sites en chevauchement avec date d'effet décalée

Dans le périmètre, nous avons détecté des points de livraison qui sont actuellement en contrat.

Confirmez-vous que ces 2 PDL doivent entrer dans le marché au 01/01/2029 ?

4.3

Le bordereau des points de livraisons présente des incohérences sur lesquelles nous travaillons. Un bordereau des points de livraison sera mis à jour début janvier. Le membre « SEMITAN » possède bien 2 PDL T4.

4.4

Les remontées du GRD sont en effet à prendre en compte et donc à considérer que ces 3 PDL sont résiliés.

4.5

Le bordereau des points de livraisons présente des incohérences sur lesquelles nous travaillons. Un bordereau des points de livraison sera mis à jour début janvier.

A notre connaissance, les 2 PCE mentionnés sont exécutés sur le marché en cours (2024-26) par :

14298697448808 → Commune de Rezé

14200578740339 → Commune de Brains

L'intégration dans le marché est programmée au 01/01/2027.

Tableau joint à la question 4-5 : « Q Sites en chevauchement avec date d'effet décalée »

N° PCE	Date de fin de prestation	Raison sociale contractante	Nom Pt Conso Site
14298697448808	31/12/2028	TRAJET	4 LE CORBUSIER
14200578740339	31/12/2028	TRAJET	MAISON LOGEMENT

4-6/ Q Sites en chevauchement avec date de fin du contrat actuel au-delà de la fin du marché

4.6

Le bordereau des points de livraisons présente des incohérences sur lesquelles nous

<p>Dans le périmètre, nous avons détecté 2 points de livraison qui sont actuellement en contrat jusqu'au 31/12/2029. Or, le marché subséquent 1 se terminera le 31/12/2029. La date d'entrée de ces PDL (ci-dessous) est en dehors du marché. Pouvez-vous nous confirmer que nous devons les exclure du périmètre ?</p>	<p>travaillons. Un bordereau des points de livraison sera mis à jour début janvier.</p> <p>A notre connaissance, les 2 PCE mentionnés sont exécutés sur le marché en cours (2024-26) par :</p> <p>14249059214149 → Commune de Orvault 14273371808408 → Commune de Orvault</p> <p>L'intégration dans le marché est programmée au 01/01/2027.</p>
---	---

Tableau joint à la question 4-6 « **Q Sites en chevauchement avec date de fin du contrat actuel au-delà de la fin du marché** »

N° PCE	Date de fin de prestation	Raison sociale contractante	Nom Pt Conso Site
14249059214149	31/12/2029	ASSO SOLIDARITE ESTUAIRE - SIEGE SOCIAL	LILAS 18-RDC
14273371808408	31/12/2029	ASSO SOLIDARITE ESTUAIRE - SIEGE SOCIAL	LILAS 18-G

Question n°5 :

Q présentation atteinte borne haute :

Au CCP 5.3 – Evolution du périmètre vous avez mentionné : « De même, en cas d'atteinte du plafond de la flexibilité, le titulaire devra proposer une solution pour faciliter la contractualisation de nouveaux besoins ».

Or dans le QT, nous ne trouvons aucune mention relative à ce sujet : acceptez-vous que le candidat l'intègre à la suite du chapitre en ligne 15 : A_PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS/ Flexibilité / Conditions en cas d'atteinte de la borne basse de Flexibilité ?

Réponse n°5 :

Le Questionnaire Technique « AC_MS_GAZ_Questionnaire_Technique_VF_Modifs_QR3.xlsx » présente une ligne supplémentaire.

Question n°6 :

Bonjour, Merci de bien vouloir prendre en considération les questions figurant sur le fichier joint. Cordialement.

1- Dans l'Article 4.2 de votre CCP vous indiquez que Si la bascule de points de livraison n'est pas effective à la fin prévisionnelle du marché subséquent considéré, ces derniers restent rattachés au marché sur les conditions contractuelles et tarifaires définies.

Le fait de facturer des sites non basculés sur la base des prix décidés par le titulaire et non contractuels est impossible car cela viole les conditions de mise en concurrence initiales. Pouvez-vous modifier votre en CCP en

Réponse n°6 :

1

L'article 4.2 du CCP est modifié et prévoit dorénavant que « Si la bascule de points de livraison n'est pas effective à la fin prévisionnelle du marché subséquent considéré, le Candidat précise dans la Questionnaire Technique les modalités de fonctionnement administratives et financières permettant la continuité d'alimentation en gaz du point de livraison concerné. Etant entendu que la « non bascule » de points de livraison est un cas de figure à caractère exceptionnel ».

Le CCP et le Questionnaire Technique sont modifiés :

<p>intégrant le fait qu'un nouveau prix sera proposé à la fin effective du marché subséquent si des points de livraison ne sont pas rattachés à un nouveau marché ?</p> <p>2- La clause sur l'évolution du périmètre (Article 5.3) du CCP prévoit une indemnisation partielle ou des frais de débouclage du titulaire en cas d'atteinte de la borne basse de la flexibilité ainsi qu'en cas de retrait de PDL pour un motif autres que les motifs légitimes tels que définis à l'article 5.3 du CCP.</p> <p>Afin d'éviter toute interprétation possible sur la notion d'indemnisation du titulaire dans ces cas, accepteriez-vous de modifier votre CCP afin de prévoir que les conditions d'indemnisation soient déterminées par le titulaire au moyen de l'application de modalités calculatoires qui seront définies au sein de son mémoire technique ?</p> <p>Par ailleurs, est-ce que vous confirmez que la notion de « retrait de PDL pour un motif autres que les motifs légitimes définis à l'article 5.3 du CCP » qui donne lieu à indemnisation au titulaire concerne notamment le retrait de PDL pour un motif d'intérêt général .</p>	<p>CCP Article 4.2</p> <p>QT ligne 13 et impact sur la numérotation des justificatifs des lignes 15 à 18.</p> <p>2</p> <p>Le CCP Article 5.3 prévoit que le Candidat décrit dans son Questionnaire Technique les modalités d'indemnisation. Aussi cela répond à la question.</p> <p>Le retrait de PDL pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à une indemnisation.</p>
<p>Question n°7 :</p> <p>Q PDL avec consommation pour des GNV (carburant) : Il est important que nous identifions les pdl à usage carburant GNV. Au sein de votre BDPL, pourriez vous les identifier clairement svp ?, avec par exemple une mention de type « station GNV » ?</p>	<p>Réponse n°7 :</p> <p>Les 7 PCE qui portent la mention « ... GNV ... » dans l'intitulé « Consommateur » sont à usage mobilité :</p> <p>CT BELE STATION GNV CT GUE ROBERT STATION GNV CT JANVRAIE STATION GNV STATION GNV PARC AUTO CRUCY DALBY GNV TRENTEMOULT GNV LE BELE STATION GNV</p>